VII. *Copie de la lettre écrite en réponse à celle de M. Soufflot, par M. Bolioud.*

On était disposé, Monsieur, à vous informer des évènements qui se sont passés dans nos assemblées depuis votre départ, mais les difficultés qui en faisoient l'objet sont d'une nature à ne pouvoir guère s'écrire sans un détail dans lequel les uns ou les autres restent presque toujours compromis. D'ailleurs cela est arrivé si subitement, que l'on n'auroit pu avoir votre réponse pour prendre un parti en conséquence. On ne doutoit pas au reste que vous ne fussiez instruit par nos confrères qui sont plus en relation avec vous. Nous avons même appris que vous saviez tout avant que de partir d'ici, pendant que l'Académie étoit dans l'ignorance entière de ce qui se passoit; et nous avons conclu que puisque vous ne nous en avez rien dit, vous ne prévoyiez alors aucun moyen praticable d'arrêter le mal dans sa source, et qu'il ne convenait pas de vous distraire de vos occupations pour vous entretenir de quelques contestations que le temps et les réflexions feront cesser.

Cependant, Monsieur, comme vous vous adressez à moi, et que je vois dans votre lettre des marques de zèle et d'empressement pour la Société royale, je vais tâcher de vous apprendre ce qui s'est passé en votre absence. Je pars du temps où vous quittâtes Lyon, car je vous crois au fait de ce qui précède votre départ. Le 14 février, M. Goiffon mit sur le bureau de notre assemblée une lettre de vieille date de M. Dalember, par laquelle il se plaint d'avoir été insulté dans la harangue latine du P. Tolomas, et nous demande justice publique ou un certificat signé de tous ceux de nous qui ont assisté à ce discours, par lequel ils déposeront qu'ils n'y ont rien trouvé d'offensant contre lui. Nous ne pouvions faire ni l'un ni l'autre. Quant au premier article, vous savez ce que c'est qu'une exclusion de force, et combien elle est

odieuse. Une assemblée libre, telle qu'est une société de savants, n'a point droit de sévir avec rigueur contre ses membres que dans un cas de diffamation et autres sujets d'une extrême importance (*sic*).

Au surplus, les trois grands quarts de la compagnie n'ont nulle connaissance de la harangue en question, et nous ne pouvons en être juges compétents. D'ailleurs elle a été prononcée devant le Consulat, fondateur et protecteur des collèges, et la minute a été déposée entre les mains de M. le Prévôt des marchands.

Eh! nous conviendrait-il de censurer, de vouloir seulement examiner un ouvrage que ces magistrats sont censé avoir approuvé par leur présence et leur attention, à nous, dis-je, qui sommes, comme vous savez, dans le cas de regarder, à beaucoup d'égards, ces Messieurs comme nos bienfaiteurs?

L'Académie n'avait donc d'autre parti à prendre que de répondre, comme elle a fait, par mon ministère, de bonnes raisons à M. d'Alembert avec les formalités de politesse qui conviennent, et de charger aussi le P. Tolomas de lui écrire aussi pour se justifier. Ce religieux s'en est acquitté par une lettre d'excuse et de désaveu. Cependant, malgré toutes ces précautions et quelques autres lettres écrites par différentes personnes à M. Dalembert pour le satisfaire, trois de nos académiciens ordinaires et un associé, sans attendre l'effet de ces lettres, nous ont donné leurs démissions, dont deux sont par écrit, et cela pour une discussion qui nous est absolument étrangère, et parce que la compagnie a entrevu cette affaire d'un autre œil que ces Messieurs, et a cru qu'elle ne pouvoit entrer dans ce démêlé. Voilà le fond de la chose expliquée dans la vérité. Nous regrettons certainement les confrères qui nous ont quittés. Je n'ai fait aucune mention de leur retraite sur mon registre pour leur donner le temps de la réflexion. Mais il ne faut pas néanmoins que cet incident vous fasse désespérer de l'Académie. Les vingt-six confrères qui vous restent, Monsieur, méritent que vous les comptiez

pour vos amis et pour de zélés académiciens. Ils vous estiment trop pour soupçonner que vous songiez à vous démentir sur les démarches dont vous vous êtes chargé. La Société royale touche à un nouveau degré d'illustration. Nous n'avons essuyé quelques tempêtes que pour voir revenir le calme. Il se présente déjà quatre ou cinq sujets pour la place de M. Christin. Si vous eussiez été présent à l'orage, vous auriez vu que la compagnie s'est comportée avec une prudence, une modération dignes de l'Aréopage. Tout le public de Lyon loue ses procédés. Je sais que ce témoignage ne sera peut-être pas d'un grand poids où vous êtes.

Mais, quoi qu'il en soit, je me flatte de n'être pour rien dans cette contestation ; personne ne désire plus ardemment la paix que moi. S'il vous vient quelque nouvel expédient pour tout accommoder, vous m'obligerez de me l'indiquer, et j'en ferai part en votre nom à la Société royale. Mais, ce qui serait encore mieux, hâtez-vous de nous répondre. M. l'abbé de la Croix se porte pour médiateur ; votre présence l'aideroit beaucoup. Nous espérons de vous voir faire l'ouverture de la séance publique prochaine. Elle sera le 18 avril. Vous y verrez que, malgré les troubles, le travail n'en est pas ralenti, et vous y retrouverez les mêmes sentiments dans vos confrères.

Jé suis, etc.

Envoyée le 18 mars 1755, à M. Soufflot, de l'Académie royale d'architecture, place du Vieux Louvre, chez M. Constou.

VIII. *Copie de la lettre écrite à M. le duc de Villeroy par le secrétaire de la Société royale, le 29 mars 1755.*

Monseigneur,

Les bontés dont vous avez toujours honoré la Société royale, et l'intérêt que vous daignez prendre aux progrès de son établissement, l'encouragent à s'adresser à vous, comme